

- [Le Soleil](#) > [Opinions](#) > [Points de vue](#) > Journée mondiale du travail décent: dénonçons la cupidité des entreprises!

Publié le 07 octobre 2015 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

## **Journée mondiale du travail décent: dénonçons la cupidité des entreprises!**

En cette Journée mondiale d'action pour le travail décent, et à l'initiative du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), nous demandons aux candidat(e)s dans le cadre des élections fédérales de s'engager à adopter les mesures efficaces pour assurer le respect des normes internationales du travail auxquelles le Canada est assujéti.

Aujourd'hui, menaçant notre démocratie, les grandes compagnies influencent fortement les décisions gouvernementales pour maximiser leurs profits. Force est de constater que les gouvernements défendent de plus en plus les intérêts du grand capital, tout en effectuant des compressions majeures dans les services publics affectant la majorité de la population.

Sous la pression des grandes entreprises, les accords de libre-échange comme le Partenariat Transpacifique se multiplient, sans véritable consultation publique. À coup de déréglementation et de libéralisation, on fragilise le droit national, les protections sociales, l'économie et les emplois. Cela a une incidence majeure sur les conditions de travail au Canada et dans les pays signataires de ces accords. En utilisant la sous-traitance, les prix de transfert, les délocalisations pour augmenter leurs profits, ces entreprises provoquent des pertes emplois et accentuent la détérioration des conditions de vie des travailleuses et des travailleurs.

Au Bangladesh, où abondent les ateliers de misère visant à confectionner des vêtements à bas prix pour les consommateurs d'ici, la plupart des travailleuses de la mode gagnent moins de 3 \$ par jour. Au Québec, 38 % des travailleuses et travailleurs, particulièrement des femmes, des jeunes et des migrant(e)s, ont des emplois atypiques, précaires, avec une faible protection sociale, une tendance lourde en progression depuis des années.

De plus, plusieurs entreprises profitent de lois laxistes - au Canada, notamment les compagnies minières - pour cacher leurs profits aux gouvernements. En 2013, à travers le monde, on estime qu'entre 6500 milliards (selon le FMI) et 32 000 milliards \$ (selon Tax Justice Network) transiteraient par les paradis fiscaux, échappant à l'imposition nationale.

L'absence de cadre juridique contraignant qui imposerait aux entreprises le respect des droits humains résulte en de graves violations de ces droits et en une destruction environnementale de grande envergure. Ainsi, au Mexique, sur le territoire de Zacualpan, les défenseurs de l'environnement et des peuples autochtones qui s'opposent à une exploitation minière canadienne subissent des atteintes et menaces à leur intégrité physique. L'observation de mines adjacentes démontre pourtant que ces populations ont de légitimes inquiétudes quant aux graves conséquences sur l'environnement et la santé des populations affectées qui, au surplus, n'ont pas été consultées.

Nous demandons donc aux candidat(e)s de s'engager à:

- Lutter véritablement contre l'évasion fiscale par des moyens légaux.
- Reconnaître la responsabilité juridique d'une multinationale à l'égard d'activités de ses filiales et de ses sous-traitants, au Canada comme à l'étranger.
- Créer un poste d'ombudsman indépendant spécifique au secteur minier mandaté pour enquêter sur les allégations de manquements au respect des droits humains et autres standards de responsabilité sociale.
- S'engager au Canada à mettre en place les mesures pour le respect de l'agenda pour le travail décent de l'Organisation internationale du travail (OIT).

*Daniel Boyer, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)*

*Louise Chabot, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)*

*Régine Laurent, Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)*

*Jacques Létourneau, Confédération des syndicats nationaux (CSN)*

*Lucie Martineau, Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)*

*François Vaudreuil, Centrale des syndicats démocratiques (CSD)*